



Le 19 mars, toutes et tous en grève pour nos salaires et contre la rémunération au mérite

Loin de répondre à la question de l'urgence salariale dans la fonction publique, le Président de la République a annoncé en janvier un projet de loi, qu'il qualifie « d'historique », pour la fonction publique visant selon lui à mieux reconnaître le « mérite ».

Quelques semaines plus tard, le Gouvernement ajoute un plan de 10 milliards d'économies en 2024 et 20 milliards supplémentaires en 2025 pour les ministères et les agent.es qui mettent en œuvre les politiques publiques. Les organisations syndicales dénoncent ces décisions.

Les agent.es ne sont pas dans l'attente d'une individualisation d'une part de leur rémunération qui loin de reconnaître un quelconque « mérite », constituera un véritable instrument de pression managériale.

Ils et elles aspirent au contraire à une rémunération qui leur permette de vivre dignement de leur travail et qui soit prise en compte pour le calcul de leurs pensions. Elles et ils sont aussi dans l'attente des moyens pour accomplir les missions qui sont les leurs dans de bonnes conditions, y compris dans l'intérêt des usager.ères.

- **Pour le maintien du Statut de la Fonction Publique et d'une carrière avec des corps, cadres d'emploi et grade au sein de catégories statutaires A, B et C ;**
- **Pour refuser la rémunération individualisée liée au métier et au « mérite » ;**
- **Pour exiger une véritable revalorisation salariale et une augmentation de la valeur du point d'indice.**

Les organisations syndicales CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques, CFDT et FO DGFIP appellent l'ensemble des agent.es de la DRFIP 35 à être massivement en grève et en manifestation le 19 mars 2024.

à Rennes Esplanade Charles de Gaulle à 14h00
à Saint Malo devant la sous-préfecture à 12h00
à Redon devant la sous-préfecture à 17h00
à Fougères place Aristide Briand à 12 h00